Le retour du paracétamol « made in France » en 2023 sur notre territoire !

« Le Maire et son équipe sont très fiers de cette annonce. Ils ont été les premiers à faire la proposition lors de la campagne des municipales et à s'engager sur ce projet de relocalisation de la production de Paracétamol sur la plate-forme chimique de Roussillon, Salaise et Péage de Roussillon. C'est la preuve que cette proposition était fiable d'un point de vue technique et crédible économiquement. Il est du devoir d'un Maire d'être source de propositions pour l'économie et l'emploi. »

LE PÉAGE DE ROUSSILLON

Chronologie

30 juin 2020

CERDIA annonce son départ de la plateforme, arguant de déficits dus à la baisse du marché des cigarettes.

23 juillet 2020

Notification de cessation d'activité de l'atelier ACETOL à la date du 30 novembre 2020.

Avis favorable du maire pour l'usage industriel futur de l'atelier.

17 septembre 2020

Rassemblement de l'union locale CGT de Roussillon et fédération des industries chimiques devant CERDIA. Conférence de presse

13 octobre 2020

Arrêté préfectoral concernant le montant fixé pour l'astreinte administrative journalière de l'établissement. Installation classée pour la protection de l'environnement.

Le Plan de Sauvegarde de l'Emploi est signé chez Cerdia

9 novembre 2020

Courrier cosigné des 4 maires à l'attention du ministre de l'économie, des finances et de la relance Bruno LE MAIRE.

Courrier cosigné par André Mondange, Sylvie Dezarnaud, le département, le sénateur Gontard et la député Limon.

24 novembre 2020

Le Maire et son premier adjoint sont reçus par le préfet de L'Isère Lionel BEFFRE et le sous préfet Jean Yves CHIARO

18 décembre 2020

Après 4 mois de négociations, un accord est trouvé entre le GIE OSIRIS et CERDIA—Accélération de sa transition énergétique.

7 mai 2021

Visite d'Agnès Pannier-Runacher, Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie sur la plateforme de référence de l'industrie de la chimie en France.

30 juin 2021

Annonce officielle : la production de paracétamol de retour à Roussillon en 2023 !

Une fermeture dramatique, il faut agir

La fermeture définitive au début du mois de novembre de l'unité d'acétate de cellulose de Cerdia, qui a touché 123 salariés de la plateforme chimique du Péage de-Roussillon, n'en finit plus de faire des vagues. D'une part, car des emplois ont été supprimés, qui plus est dans un contexte économique pas très vaillant, d'autre part car ce départ pèse aussi directement sur l'avenir du groupement d'intérêt économique (GIE) Osiris, en charge des infrastructures et des services mutualisés de la plateforme.

Pour mémoire, le départ de Cerdia, géré par le fonds d'investissement américain Blackstone, pénalise actuellement grandement le GIE, puisque les engagements prévus, à savoir payer des pénalités à Osiris en raison du départ précipité de l'entreprise, n'ont pas, pour le moment, été respectés. Des négociations sont toujours en cours entre les deux parties.

Une union inédite des maires

Pour tenter de faire avancer ce dossier aux enjeux multiples, ce sont cette fois-ci les quatre maires de l'agglomération, Robert Duranton (Roussillon et ex-DRH d'Osiris), Philippe Genty (Saint-Maurice-l'Exil) André Mondange (Le Péage-de-Roussillon) et Gilles Vial (Salaise-sur-Sanne), qui ont cosigné un courrier à Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance auquel est rattachée la ministre de l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher.

« Il n'est pas question de mettre l'un de nous en avant, c'est bien un courrier commun », avancent les élus, inquiets de la tournure des événements. Ils évoquent la « décision brutale » de Cerdia annoncée le 30 juin dernier de quitter la plateforme, qui outre « son impact psychologique », remet en cause « de façon dramatique et irresponsable l'équilibre du GIE, la sérénité de ses salariés et plus largement l'écosystème industriel et sociétal de notre territoire ».

La peur d'un plan social

Les maires rappellent au ministre qu'Osiris est « un référent incontestable dans le domaine de l'économie circulaire en France et en Europe », et que le GIE regroupe 16 entreprises, 1 600 emplois directs et fait travailler 5 000 emplois indirects. S'ils concèdent que le plan de sauvegarde de l'emploi proposé et accepté par les salariés de Cerdia est « convenable », les élus assurent qu'en ne respectant pas ses engagements en matière de pénalités, Blackstone fragilise l'économie de la plateforme chimique et « entraînera la réduction des capacités du GIE et de ses entreprises adhérentes à effectuer des investissements indispensables pour son avenir industriel ».

Mais pire encore, les quatre maires se disent « placés devant un fait dramatique ». « Le non-paiement des indemnités prévues produira immanquablement un plan social sur le GIE et le désengagement progressif d'autres partenaires ».

Les élus estiment qu'« il y a urgence » et attendent donc de Bruno Le Maire et des acteurs nationaux qu'ils imposent à Blackstone de respecter les engagements prévus, ainsi que la poursuite du dialogue avec la direction d'Osiris. « Cela nous paraît aujourd'hui la seule voie pour éviter, en plus des salariés de Cerdia et ses sous-traitants, que les salariés et sous-traitants du GIE soient les victimes de ce changement de cap incompréhensible de Blackstone », observent les maires.

La situation en tout cas est jugée suffisamment grave pour que les maires de l'agglomération, pas toujours d'accord politiquement, unissent leurs efforts. Au-delà du symbole, il s'agit aussi d'un acte politique fort au service du territoire ; une première depuis bien longtemps à l'échelle des quatre communes.

Relocaliser la production de paracétamol sur la plateforme chimique de Roussillon, c'est possible !

Les laboratoires pharmaceutiques Upsa et Sanofi jouent un rôle capital dans la relocalisation du composé paracétamol qui a failli manquer au plus fort de la crise sanitaire.

Cela fait des mois que les deux laboratoires pharmaceutiques, Upsa, dont l'unique site industriel français est installé à Agen (47) et le groupe Sanofi, planchent avec le chimiste de l'Isère (Roussillon) Seqens sur la relocalisation de la production d'un principe actif capital pour eux mais qu'ils se contentaient de conditionner en France : Le paracétamol

Ce composé chimique qui entre dans la composition d'antidouleurs et d'anti-fièvres très populaires, à l'image de l'Efferalgan d'Upsa ou du Doliprane de Sanofi est jusque-là uniquement produit à l'étranger, en Asie et aux USA principalement. Mais au plus fort de la crise sanitaire, la direction d'Upsa, propriété du groupe japonais Taisho, confiait, en décembre dernier, « s'être fait peur. Nous avons pu assurer la production de l'Efferalgan, du Dafalgan sur notre unique site d'Agen, mais nous sommes passés tout près de la rupture en ce qui concerne le paracétamol que nous importons de Chine à 15 % et des USA à 85 % »

Cette frayeur, liée aux fermetures des frontières chinoises et au choix du producteur américain de privilégier un temps son plus gros client et compatriote, Johnson & Johnson, a débouché sur ce projet de relocalisation encouragé par l'État.

Et c'est sans doute parce que la « frayeur » a été identiquement ressentie du côté de Sanofi que les deux acteurs de la santé ont décidé de s'unir pour contractualiser avec le sous-traitant pharmaceutique Seqens. Afin que ce dernier lance la production industrielle française du paracétamol, Sanofi et Upsa ont dû s'engager à acheter tout ou partie des 10 000 tonnes qui seront produites, à partir de 2023 dans une nouvelle usine. Au début du projet, la direction d'Upsa estimait que les volumes nécessaires à sa production et à celle de Sanofi ne « suffiraient pas pour rendre la production Française viable. » Visiblement, l'accompagnement financier étatique (France Relance) de l'investissement de Seqens et des engagements de l'État sur la non-baisse des prix du paracétamol ont changé la donne.

Le 7 mai dernier, ce fut l'occasion lors de la visite des ateliers de détailler à Madame la Ministre, accompagnée des élus locaux, la Députée Monique Limon, le Sénateur Didier Rambaud, les Maires Robert Duranton, Gilles Vial et André Mondange ainsi que la Présidente de la Communauté de Communes Sylvie Dezarnaud, ses projets innovants, performants et respectueux de l'environnement de production de molécules essentielles en France, soutenus dans le cadre du programme France Relance.

Sur cette plateforme stratégique, compétitive et décarbonée, sur laquelle le groupe a investi plus de 100M€ ces cinq dernières années sur ses activités parfaitement intégrées, Seqens a en effet lancé plusieurs projets qui visent à relocaliser la production en France de molécules essentielles tout en réduisant drastiquement l'empreinte environnementale de ces productions.

Lors de la visite, le chantier de la nouvelle unité haute performance environnementale de production d'alcool isopropylique (IPA) a été visité par la Ministre. D'une capacité de 45 000 tonnes par an, cette unité permet de garantir la production en France même en période de crise sanitaire de l'un des principaux solvants utilisés dans la production d'intermédiaires et de principes actifs pharmaceutiques et dans les produits d'hygiène comme la solution et le gel hydroalcoolique. Les travaux ont démarré et l'unité sera opérationnelle dès début 2022.

Un autre projet emblématique est un nouvel atelier de production de 10 000 tonnes par an de paracétamol, principe actif essentiel en pénurie pendant la crise sanitaire, dont le lancement et la réussite dépendront de la compétitivité de l'unité, d'un accord de long terme avec nos clients et de notre capacité à réduire d'un facteur 5 les émissions dans l'air et dans l'eau.

Après un an de travaux de R&D, SEQENS officialise le lancement du projet de construction d'une nouvelle unité de production de paracétamol, en partenariat avec Sanofi et UPSA et avec le soutien du programme France Relance. Innovante, compétitive et respectueuse de l'environnement, l'unité d'une capacité de 10 000 tonnes de paracétamol par an sera construite sur la plateforme de Roussillon (38) et sera mise en service en 2023.

Une installation sur la plateforme de Roussillon a été prévu, où se trouvait le dernier atelier de production de paracétamol fermé par le groupe Rhodia en 2008.

Presse

07/08/20

LE PÉAGE-DE-ROUSSILLON Cerdia

Sylvie Dézarnaud veut trouver des investisseurs

Après la députée LREM de la 7e circonscription de l'Isère, Monique Limon, c'est Sylvie Dézarnaud, nouvelle présidente de la communauté de communes Entre Bièvre et Rhône, qui monte au créneau en ce qui concerne la fermeture de l'usine Cerdia, située sur la plateforme chimique de Roussillon, qui produit de l'acétate de cellulose.

Sylvie Dézarnaud.

Elle évoque « les graves répercussions pour les 123 salariés de Cerdia », auxquels elle apporte son soutien, et s'inquiète « pour l'équilibre même de la plateforme chimique, qui est un modèle de fonctionnement reconnu ». Elle souligne qu'elle a fait le point sur ce dossier avec Gilles Vial, vice-président d'EBER en charge de l'économie industrielle, et Frédéric Fructus, directeur du GIE Osiris, qui gère la plateforme.

« Nous prenons acte de la volonté de l'entreprise de tenir ses engagements auprès du gestionnaire du site. Il importe aujourd'hui de se tourner vers l'avenir et de faire émerger au plus vite des projets créateurs d'emplois », précise Sylvie Dézarnaud. « EBER pèsera de tout son poids pour organiser dès la rentrée une réunion avec l'ensemble des acteurs compétents, une table ronde pour que chacun prenne sa part de travail, afin de sortir par le haut de cette situation. »

L'élue rappelle qu'EBER fait partie de "Territoires d'industrie", dispositif décentralisé d'accompagnement des territoires industriels visant à répondre aux principaux enjeux de développement. « Cela devrait nous permettre de gagner du temps pour trouver les investissements nécessaires à la pérennité de notre tissu économique. »

14/09/20

ROUSSILLON

Deux journées cruciales pour l'usine chimique Cerdia

On se rappelle que l'annonce de la fermeture de cette unité d'acétate de cellulose sur la plateforme chimique de Roussillon, mais implantée sur la commune du Péage-de-Roussillon, avait déclenché un émoi doublé d'inquiétude et de colère, notamment auprès des 123 salariés concernés.

On sait également que cette fermeture aura des conséquences notables auprès du GIE Osiris (le Groupement d'intérêt économique au service des entreprises implantées sur la Plate-forme Chimique des Roches-Roussillon). Des entreprises extérieures qui interviennent pour la maintenance sur le site de Cerdia seront aussi touchées.

Une réunion publique et un rassemblement autour de la fermeture

Le premier rendez-vous est donc fixé mercredi 16 septembre à 11 h en mairie du Péage-de-Roussillon pour une conférence de presse initiée par l'union locale du syndicat CGT et la Fnic (Fédération nationale de l'industrie chimique). Ce même jour aura lieu le soir à 18 h une réunion publique à la salle de la Clairière toujours au Péage-de-Roussillon.

Le lendemain, jeudi 17 septembre, c'est un rassemblement devant l'entrée de Cerdia à 11 h qui est programmé.

Un rassemblement de soutien aux 123 salariés est prévu ce jeudi à 11 h devant l'usine. Photo Le DL/A.F.

Ce rassemblement devrait occasionner une forte mobilisation bien au-delà de l'entreprise puisqu'on se souvient que toutes tendances politiques et syndicales confondues, cette annonce de fermeture avait suscité une unanime désapprobation.

LE PÉAGE-DE-ROUSSILLON Une réunion publique a eu lieu pour évoquer la possible production de paracétamol

« La fermeture de Cerdia déstabilise le fonctionnement de la plateforme chimique »

Une réunion publique a été organisée, ce mercredi, à la salle Dufeu du Péage-de-Roussillon, pour évoquer la fermeture de Cerdia et, au-delà l'éventuelle relocalisation de production de paracétamol.

C'est André Mondange, le maire, qui a accueilli les intervenants et l'assistance. Guillaume Gontard, sénateur de l'Isère, Bernard Ughetto, responsable national CGT à la Fédération des industries chimiques, Thierry Darbon, secrétaire CGT de l'union locale, ont pris tour à tour la parole afin d'envisager l'avenir, après l'annonce de la fermeture de cette unité d'acétate de cellulose en juillet dernier.

André Mondange (à gauche), Bernard Ughetto et Guillaume Gontard ont pris la parole tour à tour afin d'envisager l'avenir à la suite de l'annonce de la fermeture du site. Photo Le DL/Alain FOSELLE

Depuis l'annonce, la colère n'a pas diminué

Depuis l'annonce, la colère n'a pas diminué auprès des salariés, des syndicalistes et des responsables politiques toutes tendances confondues. Il faut dire que l'annonce de la fermeture de Bridgestone avec ses 830 salariés sur le site de Béthune n'était pas faite pour calmer les choses.

L'usine Cerdia, propriété du groupe Suisse Cerdia, mais alimentée par le fonds de pension américain Blackstone, a en effet annoncé la fermeture le 31 octobre. « Outre le drame que cela représente pour les salariés, cette fermeture est en train de déstabiliser complètement le fonctionnement de la plateforme chimique de Roussillon et, en premier lieu, la société Osiris, qui est le gestionnaire de services », s'est insurgé André Mondange.

Thierry Darbon, pour sa part, a souligné la nécessité d'entreprendre des actions plus médiatisées, citant l'exemple d'une caravane pour rallier la capitale et protester devant des lieux symboliques comme l'Assemblée nationale, afin « de ne pas laisser retomber le soufflé ».

Si Cerdia a été le sujet du jour, l'essentiel de cette réunion a aussi concerné la possibilité de relocaliser l'industrie pharmaceutique sur le site. Une hypothèse faisant suite aux déclarations du président de la République sur sa volonté pour la France de ne plus être dépendante de l'Asie et de l'Inde, qui fabriquent la majorité des tonnages de matières actives du Doliprane (paracétamol).

« La fermeture de l'unité de paracétamol en 2009 a été une monstrueuse erreur »

« Il y a, à l'heure actuelle, possibilité que la société Seqens implante une unité nouvelle d'acide salicylique, composant majeur de l'aspirine, et il serait suicidaire de laisser partir des salariés formés et compétents à même d'occuper ces futurs emplois », a déclaré Bernard Ughetto. Avant d'ajouter : « La fermeture de l'unité roussillonnaise de paracétamol en 2009 à Roussillon, au profit de Gushi, en Chine, a été une monstrueuse erreur et seulement dictée par la recherche de profit à court terme. »

On l'aura compris, l'enjeu est de taille, mais les incertitudes nombreuses sur les projets de relocalisation.

Alain FOSELLE

«Retrouver une souveraineté en matière pharmaceutique»

Alors qu'un retour de la production de paracétamol sur la plateforme chimique est envisagé, le sénateur de l'Isère Guillaume Gontard a mis l'accent sur la récente tension concernant l'approvisionnement du pays en médicaments.

« La crise de la Covid a mis en évidence cette pénurie de médicaments de première nécessité, et de masques sanitaires en France. Nous devons retrouver une souveraineté en matière pharmaceutique et ne plus être dépendants du continent asiatique. Nous avons déposé, au Sénat, une proposition de loi intitulée "Pôle public du médicament", censée exercer des contrôles sur les prix, mettre en place une stratégie sur le territoire et aider à la relocalisation d'usines pharmaceutiques »

Un large rassemblement devant le site ce jeudi matin

Le lendemain de la réunion publique au Péage-de-Roussillon, ce jeudi à 11 heures, un imposant rassemblement de salariés de Cerdia mais également de salariés de la plateforme chimique de Roussillon, de syndicalistes de la CGT de Force Ouvrière et de la CGC, sans oublier des retraités, s'est formé à proximité de l'usine péageoise. Un rassemblement avec des prises de paroles pour dénoncer à nouveau cette fermeture de site qui concerne 123 salariés et leurs familles et qui met en péril l'emploi de nombreux sous-traitants et d'entreprises extérieures.

Ils sont venus nombreux pour marquer leur soutien aux salariés de Cerdia. Photo Le DL/Alain FOSELLE

« Un véritable cataclysme social » comme entendu au cours des discours.

AGGLOMÉRATION ROUSSILLONNAISE Le syndicat exige que Blackstone respecte ses engagements

Fermeture de Cerdia : la CGT craint pour l'avenir du GIE

Géré par Blackstone, un fonds de pension américain, Cerdia doit fermer d'ici la fin de l'année. 123 emplois sont en jeu, mais au-delà, les répercussions pourraient être exponentielles

Ismaan Ayhan (à droite) et Samuel Savigny, qui représentent la CGT, ont de vraies craintes pour l'avenir d'Osiris. Tout comme leurs collègues de la CFE/CGC. Photo Le DL/Georges AUBRY

Des conséquences en cascade ! Avec la fermeture prochaine de Cerdia fin octobre (123 emplois), c'est ce que craignent la CGT et la CFE/CGC, les deux syndicats représentatifs du Groupement d'intérêt économique (GIE) Osiris, qui gère la plateforme chimique de Roussillon. En effet, le GIE pourrait être la première entité à payer les pots cassés de l'arrêt d'activité de l'unité d'acétate de cellulose.

« La fermeture de Cerdia va impacter Osiris dont il représente 20 % de l'activité et ses 277 salariés, mais derrière ce sont la plateforme et ses 1 600 salariés qui risquent de ramasser, les entreprises sous-traitantes, puis toute l'agglomération en matière d'immobilier et de commerces », mentionne Ismaan Ayhan, déléguée CGT de la plateforme et Samuel Savigny, secrétaire (CGT) du comité social et économique d'Osiris.

Géré par Blackstone, un fonds de pension américain, Cerdia est en effet, depuis l'annonce de la fermeture du site roussillonnais, sous les feux des critiques, car l'entreprise ne respecterait pas ses engagements auprès du GIE.

« Nous sommes aux côtés de la direction »

« Le respect des mesures prévoit une année complète de délai avant la sortie du GIE (l'annonce a été faite le dernier jour de juin dernier, NDLR), ainsi qu'une pénalité de 2,85 % ; or Cerdia essaie de négocier sur ce point, c'est inacceptable, car ce sont ces pénalités qui permettraient au GIE d'organiser les choses », assurent les deux syndicalistes.

Par ailleurs, Ismaan Ayhan et Samuel Savigny réclament la prise en charge par Cerdia des frais liés à l'abandon de certains projets comme celui de la station d'épuration interne à la plateforme. « On veut aussi l'application des mesures négociées au niveau de Cerdia pour les salariés du GIE, qui perdraient leur emploi à cause de la fermeture de l'atelier d'acétate de cellulose ».

Vendredi dernier, afin de rappeler ses engagements à Blackstone, une manifestation a été organisée. « C'est une première, la direction nous a autorisés à sortir deux heures pour manifester sans nous compter ce mouvement comme des heures de grève », observent les deux syndicalistes. « Dans ce combat, nous sommes aux côtés de la direction. En France et en Europe, il existe des lois et Blackstone ne peut casser comme ça notre outil de travail », estiment les deux représentants syndicaux.

Une fois de plus, la CGT rappelle que le site est rentable. « On est tout petits face à des requins, alors que l'unité génère pourtant des gains de l'ordre de 15 %, mais pas assez pour Blackstone qui met en avant la baisse du marché des cigarettes pour agir », observe Mme Ayhan.

Pour la CGT, l'avenir est donc extrêmement inquiétant. « On est totalement dans le flou, on ne sait pas du tout où on va, c'est comme être assis sur un tabouret en attendant le coup de pied qui va nous faire tomber, sans en connaître la force », souligne Ismaan Ayhan.

Celle-ci, ainsi que M. Savigny, observe enfin qu'une expertise a été réalisée au niveau d'Osiris par le groupe Advancy qui, selon son propre site, réalise « des analyses quantifiées basées sur les faits, des recommandations simples et actionnables, et des plans d'actions à fort impact ». Pas de quoi rassurer du côté des syndicats.

Georges AUBRY

Quelques salariés ont retrouvé un emploi

En ce qui concerne Cerdia, l'unité d'acétate de cellulose devrait donc fermer à la fin du mois d'octobre, sachant que pour le moment, l'entreprise, gérée par le fonds de pension américain Blackstone, conserve son unité de fabrication d'acide nitrique (pour le groupe BASF) et de raney, qui emploie 32 personnes.

Pour les 123 autres salariés, un comité social et économique était programmé mardi dernier et surtout une réunion de négociation avec la direction du groupe devait se dérouler ce vendredi. « Ces négociations concernent le plan social ; ça avance, alors que jusqu'ici c'était plutôt en stand-by », assure Grégory Gomez, délégué CGT chez Cerdia, qui espère que « les choses devraient se débloquer ».

Néanmoins, observe Grégory Gomez, certains salariés ont déjà ou sont en passe de retrouver un emploi, notamment sur la plateforme chimique.

Lors de l'annonce de la fermeture de l'unité d'acétate de cellulose, Cerdia, qui estime avoir perdu sur son usine péageoise plus de 55 % de ses capacités avec pour conséquence des déficits, avait assuré « mettre tout en œuvre pour accompagner les salariés, proposer de la mobilité au sein du groupe, des programmes de formation et des aides au reclassement externe et à la création d'entreprise » en appliquant la loi Florange.

L'entrée de l'usine Cerdia. Photo Le DL/Georges AUBRY

Concernant les craintes via le GIE Osiris, Cerdia observait que « l'engagement de 12 mois » serait tenu par l'entreprise, sans évoquer les fameuses pénalités.

À ce jour, les négociations se poursuivent entre Osiris et Cerdia.

G.A.

LE PÉAGE-DE-ROUSSILLON La fermeture de l'unité d'acétate de cellulose avait été annoncée à la fin du mois de juin dernier

Cerdia : le PSE est signé et les ateliers sont à l'arrêt

Alors que 123 salariés sont concernés, le plan de sauvegarde de l'emploi a été validé et signe la fermeture définitive de l'unité d'acétate de cellulose de l'usine Cerdia.

Cette fois, c'est fini ! Située sur la plateforme chimique de Roussillon, l'unité d'acétate de cellulose de Cerdia, entreprise gérée par le fonds de pension américain Blackstone, a définitivement fermé ses portes ou presque, puisque jusqu'à ce vendredi 6 novembre inclus, encore quatre personnes par équipe travaillent en 3 X 8 assurant la sécurité des matériels.

On savait que l'aventure s'arrêterait pour les 123 salariés au plus tard au début du mois novembre. L'annonce de la fermeture de l'unité d'acétate de cellulose, qui entre dans la composition des filtres à cigarettes, avait été faite le 30 juin dernier. Selon la direction générale, l'usine ne tournait plus qu'à 55 % ou 57 % de ses capacités, du fait de la baisse de consommation de cigarettes entraînant des déficits pour l'entreprise. Cette fermeture s'avérait donc nécessaire du fait des pertes générées.

Depuis plusieurs mois, des banderoles ornaient l'entrée de l'usine. Photo Le DL/G.A.

Cet argument a toujours été battu en brèche par les salariés et les deux syndicats représentatifs, la CGT et FO. « En réalité, l'usine génère toujours des gains de l'ordre de 15 %, mais ce n'est pas assez pour Blackstone. En revanche, il ne touche pas à son usine américaine qui tourne à 50 % de ses capacités » assuraient-ils.

Plus de trois mois de négociations

Dès le début du mois de juillet, les concertations avaient commencé pour discuter d'un plan de sauvegarde de l'emploi et du volet économique, avant d'ouvrir une procédure de trois mois. Les discussions n'ont pas toujours été aisées, mais elles ont donc abouti à la fin du mois d'octobre.

« Le plan de sauvegarde de l'emploi a été signé. Nous avons obtenu durant deux ans l'aide d'un cabinet de reclassement pour nous accompagner dans nos recherches d'emploi. Nous avons aussi réussi à négocier en plus de ce qui est légal en termes d'indemnités, des montants par rapport à nos salaires et à notre ancienneté », observe Grégory Gomez, délégué de la CGT.

« Bien sûr, nous aurions aimé avoir davantage, mais cela permettra au moins aux gens de se retourner le temps de retrouver un CDI ». À ce jour, 17 ou 18 personnes auraient retrouvé un emploi et les ex-salariés de Cerdia comptent aussi sur des recrutements qui devraient s'ouvrir sur le site de Trédi. Toutefois, la crise sanitaire n'arrange pas les choses. Samedi, l'usine tournera vraiment la page avec le départ des quelques salariés encore sur place avec une fermeture symbolique : le poste de garde sera désormais gardé par le groupement d'intérêt économique Osiris, en charge des infrastructures et des services mutualisés de la plateforme. La dépollution du site devrait commencer le 16 novembre prochain.

Néanmoins, pour le moment, Blackstone conserve son unité d'acide nitrique et de raney qui emploie 32 salariés.

Georges AUBRY

Osiris toujours en négociation avec Cerdia

Si le plan de sauvegarde de l'emploi est finalement acté, des questions demeurent quant aux conséquences de la fermeture de Cerdia qui pourraient impacter le GIE Osiris.

Si le bât blesse, c'est que les règles fixées par Osiris prévoient, de la part d'une entreprise, un préavis d'un an avant sa sortie du GIE. Il s'agit de se laisser le temps d'encaisser le choc qui se répercute de facto financièrement sur l'ensemble de la plateforme chimique. Dans le cas contraire, l'entreprise s'expose à une pénalité.

Alors que la fermeture de Cerdia représente une part importante de l'activité d'Osiris, c'est sur ce point que des négociations se poursuivent entre le GIE et l'entreprise. Du côté du groupement d'intérêt économique, le directeur, Frédéric Fructus, se refuse à tout commentaire.

Sur les grilles de la plateforme, l'inquiétude affichée des syndicats. Photo Le DL/Georges AUBRY

Néanmoins, on sait que le départ rapide de Cerdia risque non seulement de fragiliser Osiris (277 salariés), mais aussi l'équilibre de tout l'écosystème de la plateforme qui emploie quelque 1 600 salariés.

Les élus également inquiets

L'inquiétude, de fait, reste grande, du côté des syndicats, mais aussi plus généralement sur le territoire. Maire du Péage-de-Roussillon, commune où l'entreprise Cerdia est implantée, André Mondange observe qu'il a cosigné un courrier adressé à la ministre de l'Industrie (Agnès Pannier-Runacher, qui est rattachée au ministère de l'Économie de Bruno Le Maire) avec la députée de la circonscription, la présidente de la communauté de communes Entre Bièvre et Rhône, le Département et la Région pour déplorer la fermeture et l'attitude de Cerdia. « Nous en avons profité pour demander dans le bâtiment la relocalisation de la production de paracétamol », observe-t-il. Une entrevue avec la ministre pourrait aussi être demandée.

Concernant Cerdia, M. Mondange ne décolère pas. Il ne veut pas que le fonds de pension pousse Osiris vers un plan social. « Blackstone agit de manière scandaleuse, il doit respecter ses engagements ».

G.A.

25/11/20

LE PÉAGE-DE-ROUSSILLON

Paracétamol et Cerdia : une motion de soutien des élus

André Mondange (avec le micro) a repris à l'identique la motion votée à l'unanimité par la Région. Photo Le DL/G.A.

La fermeture de l'usine Cerdia (123 salariés) n'en finit plus de faire des vagues. D'une part, parce que le fonds de pension américain qui gérait l'entreprise refuse toujours de payer des pénalités de départ au GIE Osiris, comme la règle du groupement économique l'exige, avec la montée au créneau de nombreux élus de gauche, comme de droite, qui en appellent au ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance. D'autre part, car ce départ est à l'origine aussi d'un consensus et d'une volonté politique commune : relocaliser sur le site de Cerdia la production de paracétamol, abandonnée en 2009 sur la plateforme, qui était l'unique lieu de fabrication en Europe.

Alors que la crise sanitaire a montré combien les besoins en paracétamol étaient importants, les élus du Péage-de-Roussillon ont voté une motion lors du dernier conseil municipal, pour demander à Cerdia d'honorer ses engagements et réclamer la relocalisation du paracétamol sur la plateforme. « Il s'agit de la reprise de la motion proposée par les élus communistes qui a été votée à l'unanimité par les élus de la Région Auvergne-Rhône-Alpes », a expliqué le maire, André Mondange, en mettant l'accent sur le fait que tous les partis ont apporté leur soutien sans réserve.

« On a déjà sur la plateforme Seqens, qui produit de l'acide salicylique, qui est à la base de l'aspirine. Donc la production de produits pour l'industrie pharmaceutique est déjà une réalité », a rappelé l'édile.

G.A.

02/12/20

GIE-Cerdia : Jean Castex interpellé à son tour

Les engagements de Cerdia et de son actionnaire Blackstone vis-à-vis du groupement d'intérêt économique (GIE) Osiris, qui gère les services de la plateforme chimique, continuent de faire couler de l'encre.

Pour mémoire, le départ de l'entreprise Cerdia (123 salariés) acté début novembre devait s'accompagner de pénalités versées au GIE selon le règlement du groupement.

À ce jour, malgré les négociations en cours depuis des mois (en fait depuis l'annonce du départ de Cerdia à la fin du mois de juin dernier), Blackstone refuse de s'acquitter de ses dettes. Cette situation est grandement pénalisante pour l'avenir du GIE (280 salariés), puisqu'elle impactera, si les négociations achoppent, ses capacités financières, mais elle aura aussi des conséquences sur les 16 entreprises adhérentes de la plateforme (1 600 salariés), selon le procédé classique du château de cartes qui s'écroule, voir sur les entreprises prestataires et/ou qui interviennent de l'extérieur (5 000 emplois environ).

Le GIE avait, dès l'annonce du départ de Cerdia, tiré la sonnette d'alarme. Depuis, les syndicats et les élus du territoire (maires, parlementaires, président de la communauté de communes) sont montés au créneau ; la Région, à l'instigation des élus communistes, a voté à l'unanimité une motion pour soutenir la plateforme ; un courrier a été adressé à Agnès Pannier-Runacher, la ministre de l'Industrie et les quatre maires de l'agglomération qui craignent un plan social ont fait front de belle façon, faisant fi de leurs divergences politiques pour s'adresser directement et cosigner une missive à destination du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire.

Les parlementaires de la majorité attendent aussi le soutien du Premier ministre. Photo AFP

Cette fois, à l'initiative de la députée LaRem de la circonscription, Monique Limon, ce sont les huit parlementaires isérois de la majorité (sept députés dont Caroline Abadie, de la 8e circonscription qui englobe 10 communes du Pays roussillonnais, et le sénateur Didier Rambaud), qui demandent au Premier ministre Jean Castex « de s'assurer du respect par Cerdia et Blackstone de l'ensemble de ces engagements ».

Un projet de production de paracétamol existe bel et bien

De son côté, le groupe des communistes et de la gauche unie et solidaire (L'Isère j'y tiens) au conseil départemental a envoyé une lettre ouverte au président Jean-Pierre Barbier pour attirer son attention sur l'avenir de la plateforme et lui demander aussi de prendre officiellement position en ce qui concerne la relocalisation de la fabrication du paracétamol sur le site. Dans nos colonnes, M. Barbier s'était en effet dit ouvert à une telle relocalisation, alors que les élus du Pays roussillonnais poussent dans ce sens dans un bel ensemble. « Un esprit transpartisan » souligné par Sylvette Rochas, présidente du groupe L'Isère, j'y tiens.

Toujours est-il que selon les informations dont nous disposons, le projet d'un atelier de production de paracétamol sur la plateforme pour les prochaines années est bien à l'étude. Là encore, le plan de relance lancé par le gouvernement dans le cadre d'un appel à projet nommé AMI Capacity building portant sur les capacités de production de produits thérapeutiques, pourrait aussi jouer un rôle.

G.A.

PAYS ROUSSILLONNAIS La plateforme chimique sort enfin d'une période difficile

Après l'accord avec Cerdia, le second souffle d'Osiris

L'accord finalement trouvé entre Cerdia, qui a quitté la plateforme chimique, et Osiris, qui gère le site, permet d'envisager des jours meilleurs et de pouvoir lancer le projet de décarbonation.

Le groupement d'intérêt économique (GIE) Osiris, qui gère les infrastructures de la plateforme chimique des Roches/Roussillon sur l'agglomération et sur Saint-Clair-du-Rhône, ne pouvait pas rêver d'un meilleur Noël avec l'accord trouvé avec Cerdia.

Pour mémoire, le départ de l'usine fabriquant de l'acétate de cellulose avait été annoncé par son actionnaire, Blackstone, un fonds de pension américain, à la fin du mois de juin dernier, avec une fermeture effective de l'atelier à la fin du mois d'octobre. « C'était un peu la catastrophe. Nous devions négocier les conditions de retrait de Cerdia prévues dans notre règlement et ça a duré plus de quatre mois », observe Frédéric Fructus, l'administrateur du GIE.

« Il fallait trouver une solution acceptable. Les négociations ont été tendues, mais Cerdia s'est engagé sur un accord transactionnel qui prévoit beaucoup de prise en charge », poursuit-il. Cet accord va permettre au GIE de poursuivre sa transformation et ses investissements, en présentant les entreprises partenaires. Cerdia absorbait en effet 5 millions d'euros de frais fixes, qu'il aurait fallu répartir alors entre la quinzaine d'entreprises du site, soit pour elles une augmentation de 15 % au fonctionnement de la plateforme.

Les conséquences d'un non-accord auraient été aussi sociales pour le GIE et pour l'ensemble des industries du site. À ce titre, Frédéric Fructus rend hommage aux syndicats et aux élus de toute obédience politique, qui ont fait bloc pour soutenir Osiris face à Blackstone.

Décarbonation : un projet estimé à 21 millions d'euros

Ce départ a mis fin également au projet de reconstruction de la station d'épuration du site (11 millions d'euros), dont Cerdia représentait 30 % du volume. Blackstone a, là aussi, pris à sa charge la facture, suite à la rupture du contrat entre le GIE et Suez pressenti pour réaliser cet équipement.

Cet accord entre Cerdia et le GIE a été validé par l'ensemble des partenaires d'Osiris, le 17 décembre dernier. Le fait de retrouver son souffle financièrement a permis enfin au GIE d'obtenir, dans la foulée, le soutien de l'État quant à son projet de décarbonation, dans le cadre du plan de relance économique.

Si l'aide financière n'est pas encore totalement arrêtée, le projet, estimé à 21 millions d'euros, doit permettre, d'ici deux ans, de bannir le charbon de la plateforme chimique et de réduire encore de 30 % les rejets de CO_2 et liés aux chaudières actuelles, qui seront de facto hors service. Alors que l'utilisation d'une énergie décarbonée est déjà acquise sur la plateforme, ce projet permettra la mise en service de deux nouvelles chaudières : l'une, de régulation du réseau, au gaz naturel, pour pallier les incidents éventuels sur les incinérateurs ; l'autre, qui permettra de brûler un sous-produit de distillation issu de Seqens, à la place de l'énergie fossile.

« On aura ainsi une plateforme décarbonée à 75 ou 80 % », note Frédéric Fructus. Cela fera aussi du site chimique roussillonnais le premier du genre en Europe. Une vitrine supplémentaire pour ce site déjà pionnier en matière d'économie circulaire.

Georges AUBRY

L'administrateur d'Osiris, Frédéric Fructus, a pu arracher un accord avec Cerdia qui permettra au GIE de poursuivre la mutualisation des services.
Photo Le DL/Georges AUBRY

Des investissements prévus, ainsi que le redémarrage d'une partie d'Hexcel

Au final, malgré le contexte sanitaire, l'économie sous perfusion et le départ de Cerdia, la plateforme chimique a bien résisté ces derniers mois. La Covid-19, néanmoins, avait nécessité l'arrêt d'Hexcel, leader de la fibre de carbone, du fait d'une production uniquement axée sur l'aéronautique, une filière particulièrement touchée.

Une partie de la production devrait reprendre au mois de mars, et sur toute l'année, avec le redémarrage de la ligne de polyacrilonitrile (PAN), matière première de la fibre de carbone à capacité moyenne. Plus de la moitié des effectifs d'Hexcel devrait donc réintégrer son poste de travail.

Toutefois, les autres entreprises poursuivent leurs investissements. On sait que Novapex, filiale de Seqens, va construire, d'ici deux ans, une nouvelle unité d'acétate d'isopropyle (9 millions), et que le groupe possède aussi deux autres projets sur le site. Le premier porte sur la construction d'un nouvel atelier de production d'acide salicylique, d'ici 2022 (plus de 36 millions d'euros). Le second, sur la création, d'ici trois ans, d'un nouvel atelier de paracétamol (50 millions d'euros).

Par ailleurs, Elkem, spécialiste dans les silicones, travaille aussi sur une étude de projet visant à améliorer sa compétitivité.

Adisséo entend aussi consolider notamment son site des Roches à Saint-Clair-du-Rhône, à travers le projet Pyrénées, qui vise aussi le site de Burgos en Espagne. Globalement, 35 millions d'euros, dont 25 millions sur le site du pays roussillonnais, devraient être injectés dans ce projet.

Si l'on ajoute les 21 millions pour le projet de décarbonation porté par Osiris, on peut être raisonnablement optimiste pour l'avenir du site.

G.A.

studyrama

Un investisseur pour l'usine Cerdia

Outre Osiris et Seqens, deux autres entreprises ont vu leur projet validé par le plan France relance. Symbole de la chimie verte, Ecoat qui produit des liants pour peintures végétales, pourra compter sur ce plan pour augmenter sa capacité et automatiser son site de production. Utilisant des matières premières d'origine renouvelable, Ecoat, qui possède déjà un marqueur fort, entend bien s'imposer encore davantage sur un marché en pleine évolution et pourrait créer une trentaine d'emplois.

La surprise, toutefois, provient d'un projet -le quatrième sur la plateforme chimique - soutenu par l'État porté par un groupe qui n'est pas encore implanté à Roussillon et qui doit s'installer dans l'ancienne usine Cerdia. Les discussions étant en cours avec Osiris, le nom du futur investisseur n'a pas encore été dévoilé, mais il est clair que cette future implantation, après la fermeture définitive de l'usine d'acétate de cellulose à l'automne, peut redonner le sourire aux industriels comme aux salariés de la plateforme.

Pour mémoire, le départ très peu élégant de Cerdia avait fait l'objet de longues négociations, menaçant même à un moment l'équilibre économique de la plateforme chimique. Aujourd'hui, l'usine est en cours de dépollution.

G.A.

Seqens, le retour du paracétamol toujours d'actualité

Osiris n'est pas la seule lauréate du plan France relance mis en place par le gouvernement pour soutenir massivement l'industrie. Sur la plateforme, Seqens va également investir dans une nouvelle unité de production d'alcool isopropylique (IPA) pour 9 millions d'euros. Ce solvant est notamment utilisé dans la production de principes actifs pharmaceutiques et dans les produits d'hygiène comme le gel hydroalcoolique.

Les travaux ont déjà commencé pour construire cette nouvelle unité qui permettra, d'ici 2022, de produire 45 000 tonnes d'IPA par an, ce qui représente pour le groupe une augmentation de la production de 65 % pour une clientèle française et européenne, située au plus dans un rayon de 800 km depuis le site chimique.

Sur la plateforme chimique, les travaux pour la future unité de production d'alcool d'isopropanol.
Photo Le DL/Georges AUBRY

Un investissement dans la durée

« On répond ainsi à un marché en forte croissance dans le domaine de la "pharma", on crée une nouvelle référence et on réduit notre dépendance vis-à-vis de l'Asie et des États-Unis », observe Willy Lemesle, le directeur du site de Roussillon. « On produit aussi de la chimie propre, sans rejet dans l'environnement grâce à une source en vapeur décarbonée, ce qui évitera les émissions de CO_2 à hauteur d'environ 10 000 tonnes par an », poursuit-il.

Mais au-delà, Seqens travaille toujours avec les ministères concernés sur la relocalisation du paracétamol, à Roussillon. Pour mémoire, le dernier atelier de production en France, situé déjà sur le site chimique, avait fermé en 2009, du fait d'un procédé pas assez compétitif face aux Asiatiques. Depuis un an, la crise sanitaire a mis en lumière ce défaut de production sur le sol français et européen. Malgré une prudence bien compréhensible, les industriels de la plateforme se veulent optimistes quant à ce projet qui, s'il se concrétisait, permettrait d'investir au moins 50 millions d'euros. En cas d'annonce positive, le symbole en termes de volonté de relocalisation et de réindustrialisation serait fort. Et politiquement, le message serait loin d'être neutre avant les échéances de 2022.

G.A.

29/04/21

ROUSSILLON

Le dernier atelier de Cerdia met la clef sous la porte

**Après la fermeture brutale de l'atelier d'acétate de cellulose à l'automne dernier, il restait un atelier Cerdia avec 31 salariés sur la plateforme chimique.
La dernière unité fermera en juin.
BASF pourrait embaucher 13 personnes.**

Au mois de juin prochain, il en sera définitivement fini de Cerdia, à Roussillon, qui produit encore sur la plateforme chimique du raney, un catalyseur utilisé dans de nombreux procédés industriels.

Pour mémoire, le groupe Cerdia, qui appartient à Blackstone, plus grand fonds d'investissement du monde dont les fondateurs sont des anciens de la banque Lehman Brothers, avait fermé à l'automne dernier son unité d'acétol, utilisé notamment dans la fabrication des filtres à cigarettes, supprimant 123 emplois. Ce départ soudain avait entraîné de longues négociations et avait même menacé un temps l'équilibre du site chimique.

Néanmoins, il restait encore 31 personnes employées de Cerdia au sein d'un atelier – l'atelier 3A Sud – qui fabriquait de l'ANK (acide nitrique) et du raney pour BASF, en revanche propriétaire des murs. « La fabrication d'ANK a été définitivement arrêtée depuis mercredi dernier, pour ce qui est du reste, on se retrouvera dehors mi-juin », observent Samuel Arsac et David Boudet, délégués CGT.

En revanche, pour les deux syndicalistes, pas question de lancer la pierre à BASF, l'entreprise étant confrontée également au départ de Cerdia. « Cerdia France s'étant désengagé, pour BASF, il y a eu rupture de contrat avec au départ la suppression de 31 postes », poursuivent les deux délégués syndicaux.

Néanmoins, BASF, qui va conserver sur place une petite unité de production en son nom, a été dans l'obligation de mettre en place une procédure d'embauche pour recruter 13 personnes. « Cette procédure d'embauche est ouverte en interne et en externe avec une priorité pour les salariés qui étaient chez Cerdia », note Samuel Arsac.

Une période de deux ans pour se retourner

Au final, ce sont donc 18 personnes, victimes collatérales du départ de Cerdia, qui devraient se retrouver sans emploi d'ici l'été prochain. « Un cabinet de recherche d'emploi nous accompagne sur les CV, les entretiens, et conseille aussi en matière de formation et de création d'entreprise », précisent Samuel Arsac et David Boudet.

Derrière Samuel Arsac et David Boudet, délégués CGT, on perçoit les cheminées de l'unité qui sera décontaminée voire démantelée. Photo Le DL/Georges AUBRY

En fait, employés par Cerdia, les 31 salariés touchés par ce nouvel épisode ont droit aux mêmes compensations que leurs collègues de l'atelier d'acétate de cellulose fermé l'année dernière. « On a les mêmes avenants sur la même période de deux ans et les mêmes indemnités », mentionne Samuel Arsac.

Installé dans l'enceinte de la plateforme chimique, contrairement à l'unité d'acétol qui était située en face, les derniers bâtiments utilisés pour l'ANK et le raney, qui datent de plusieurs décennies, devraient être ensuite décontaminés, voire démantelés. Pour cette entreprise, battant auparavant sous le pavillon de Rhodia, puis de Solvay et enfin de Cerdia, comme pour la plateforme, ce sera une nouvelle page qui se tournera.

En attendant, les salariés qui ne seront pas repris par BASF espèrent retrouver un poste dans l'une des entreprises du site chimique. « Entre les différentes unités de Cerdia cela fait quand même beaucoup de monde à recaser en peu de temps », estiment les délégués de la CGT. Le salut viendra peut-être des projets industriels lancés sur le site dans le cadre du plan de relance.

Georges AUBRY

RETROUVEZ LE SON SUR
ledauphine.com

01/07/21

Photo Le DL/Rémi BLANCHET

NORD-ISÈRE

Vigilance autour de cas de variant Delta de la Covid

P. 4

PRÉSIDENTIELLE

Pour des centaines d'élus socialistes, c'est Hidalgo

P. 30

le dauphiné libéré

1,20 € | JEUDI 1er JUILLET 2021 | ⊘ 38

VIENNE ET ROUSSILLON

QUATORZE ANS APRÈS SA FERMETURE, UNE USINE ROUVRIRA À ROUSSILLON EN 2023

Le paracétamol européen sera produit en Nord-Isère

- Ce sera la seule unité de production d'Europe et elle sera en Nord-Isère, à Roussillon.
- Le gouvernement vient en effet de confirmer que le groupe Seqens, qui dispose notamment d'un site sur la plateforme chimique, allait lancer la construction d'une usine de paracétamol. Elle sera opérationnelle en 2023.
- Une nouvelle qui réjouit le territoire, après avoir déjà accueilli, puis vu fermer, la dernière unité de production de paracétamol du continent, en 2009.

Photo Le DL/Michel THOMAS

P. 3

CANICULE AU CANADA

Jusqu'à 49,5 °C et des dizaines de morts

P. 32 Photo AFP/Don MACKINNON

CYCLISME | TOUR DE FRANCE

Pogacar écrase le chrono et talonne Van der Poel

P. 21 et 23

ROUSSILLON

La seule unité de paracétamol d'Europe va ouvrir en Nord-Isère

Le projet était dans les tuyaux depuis plusieurs mois. Depuis mardi soir, c'est officiel, le groupe Seqens, implanté sur la plateforme chimique de Roussillon, ouvrira d'ici deux ans la seule unité de paracétamol d'Europe.

« Le groupe Seqens est fier de pouvoir investir dans des technologies de rupture pour relocaliser sur la plateforme chimique de Roussillon la production d'une molécule emblématique comme le paracétamol, tout en garantissant un haut niveau de performance, notamment environnementale et une production compétitive et durable. »

C'est par ces mots que Pierre Luzeau, le président de Seqens, déjà implanté sur le site chimique isérois, a annoncé le projet de construction d'une nouvelle unité de paracétamol, qui sera fonctionnelle en 2023. Cette annonce était attendue localement depuis plusieurs mois et le gouvernement ne faisait pas mystère de soutenir ce projet dans le cadre de son plan de relance (lire par ailleurs). Au mois de juin 2020, déjà, en pleine crise sanitaire, lors d'un déplacement à Marcy-l'Etoile, dans le Rhône, Emmanuel Macron avait évoqué la nécessité d'un projet de relocalisation d'un principe actif essentiel en France et en Europe, qui serait doublé d'un enjeu technologique, industriel et commercial.

Certes, Seqens n'avait pas été cité, mais en raison du haut degré de technicité du groupe, de ses spécificités (le groupe possède déjà deux usines de production de paracétamol en Chine) et de son implantation à Roussillon, on pouvait aisément penser que le site chimique possédait des atouts non négligeables.

Il ne faut pas oublier non plus, qu'historiquement, la plateforme avait déjà accueilli une unité de production de paracétamol -la seule en Europe- qui avait fermé il y a 12 ans (lire aussi par ailleurs). Autant dire qu'il existait aussi sur le site un savoir-faire dans ce domaine du côté des salariés de l'industrie chimique.

Au mois d'avril dernier, Willy Lemesle, directeur du site Seqens/Novapex à Roussillon, avait reçu le préfet à la Relance, Samy Sisaid (à droite). Photo Le DL/Georges AUBRY

Un environnement idéal

En tout cas, dès l'annonce du président de la République, le groupe avait mis ses équipes de recherche et de développement sur le coup pour concevoir une installation compétitive et pouvant répondre également à la forte demande de paracétamol en France, afin de pallier toute pénurie de ce principe actif.

Une année plus tard, le résultat est donc là. « Nous avons mobilisé plusieurs dizaines de chercheurs pour développer de nouveaux procédés de synthèse en continu ; cela a permis la construction de cette future unité », observe-t-on du côté de Seqens. Le groupe a aussi pris en compte l'aspect environnemental, essentiel sur la plateforme chimique la plus vaste de France, qui sera aussi en 2023, la première plateforme totalement décarbonée en Europe, là encore grâce au plan de relance.

Sur le site de Roussillon, la nouvelle unité de production pourra en tout cas bénéficier de la proximité des activités pharmaceutiques du groupe, qui produit notamment du phénol, produit qui entre notamment dans la composition de l'aspirine (lire encore par ailleurs). Seqens a également installé sur la plateforme son nouveau laboratoire GMP (pour Good manufacturing practices) et pourra aussi compter, ce qui n'est pas négligeable en termes de coût, sur la production d'énergie bas carbone réalisée par le groupement économique Osiris que gère le site.

Georges AUBRY

Derrière le retour du paracétamol, des enjeux politiques

C'est donc un fait acquis. La plateforme chimique des Roches-Roussillon va retrouver dès 2023 une unité de fabrication de paracétamol. C'est le groupe Seqens, déjà implanté sur le site et l'un des leaders dans le développement et la production des principes actifs, qui va construire cette unité en partenariat avec Sanofi et Upsa.

Pour mener à bien ce projet dans les cartons depuis 10 mois et estimé à 50 millions d'euros, Seqens a pu compter sur le plan de relance lancé par le gouvernement dont l'un des mots d'ordre est la relocalisation industrielle.

La nouvelle est d'autant plus importante que la dernière unité de paracétamol d'Europe, alors produit par Rhodia sur la plateforme de Roussillon, avait fermé ses portes en 2009. L'argument avancé pour cette fermeture était que le procédé n'était pas assez compétitif face aux Asiatiques. La crise sanitaire a montré les limites de cette stratégie en mettant en lumière ce défaut de production en France et plus largement en Europe.

Une relocalisation qui sera revendiquée par beaucoup

Ce retour du paracétamol démontre certes la compétitivité de Seqens qui a réussi, dans le cadre de ce projet, à développer de nouveaux procédés de synthèse pour permettre la construction de cette future unité de production. Mais cette victoire possède aussi une portée politique qui sera, à coup sûr, déjà revendiquée par toutes celles et ceux qui ont poussé ce projet. Le gouvernement, via la ministre déléguée à l'Industrie Agnès Pannier-Runacher, qui était venue sur le site chimique au mois de mai, a déjà salué « cette action menée sous l'impulsion du président de la République » pour « renforcer la résilience de nos capacités de production de produits de santé et assurer la souveraineté sanitaire de l'union européenne ».

La ministre déléguée à l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher, avait visité la plateforme chimique de Roussillon, le 7 mai dernier, apportant son soutien au retour du paracétamol, dans le cadre du plan de relance. Photo Le DL/Clément GRILLET

Au-delà, ce sont aussi les élus isérois de gauche, de droite et de la majorité présidentielle, qui ont aussi défendu ce projet depuis des mois alors que la plateforme chimique traversait une mauvaise passe aujourd'hui derrière elle, qui vont pouvoir se réjouir. Sans oublier toutefois que ce désir de relocalisation a été porté en premier par la CGT et le Parti communiste français, qui avaient appelé au retour du paracétamol il y a plus d'un an, afin de compenser le départ brutal de l'entreprise Cerdia du site chimique.

Georges AUBRY

REPÈRE

Seqens, un groupe très présent dans la région

Seqens est l'un des acteurs majeurs et l'un des leaders européens dans le développement et la production de principes actifs, d'intermédiaires pharmaceutiques et d'ingrédients de spécialités. Le groupe emploie actuellement 3 200 salariés sur 24 sites de production et 7 centres de recherche et développement installés aussi bien en Europe, qu'en Amérique du nord et en Asie.

Le groupe est également particulièrement présent en Auvergne-Rhône-Alpes. On le trouve dans le Rhône à Saint-Fons, via sa filiale Novacyl ainsi qu'à Écully ; au Grand Serre, dans la Drôme des collines, où le groupe possède un site souterrain de stockage de propylène pour sa filiale Novapex installé sur la plateforme chimique (et presque voisine) de Roussillon.

Seqens est aussi présent à Bourgoin-Jallieu. Là aussi, le groupe va bénéficier du soutien de l'État pour produire pour l'industrie pharmaceutique, des molécules de synthèse jusqu'alors fabriquées uniquement en Asie. Photo Le DL/Michel THOMAS

Sur ce site, Seqens-Novapex fait partie en fait des ateliers historiques. Ainsi, il est un acteur européen de premier plan dans la production de phénol (qui entre dans la composition de l'aspirine) et de solvants oxygénés comme l'acétate d'isopropyle ou IPA, principe actif utilisé dans la fabrication des gels hydroalcooliques, mais aussi dans de nombreuses synthèses pharmaceutiques. L'entreprise bénéfice déjà du plan de relance afin de construire une nouvelle unité d'alcool isopropylique (produisant notamment le gel hydroalcoolique) qui sera fonctionnelle dès 2022.

Enfin, Seqens est aussi présent à Bourgoin-Jallieu. Là aussi, le groupe va bénéficier du soutien de l'État pour produire pour l'industrie pharmaceutique, des molécules de synthèse jusqu'alors fabriquées uniquement en Asie.

Au moins une trentaine d'emplois pérennes

Bien sûr, quand il est question d'industrialisation et dans le cas de Seqens de relocalisation d'une production, l'une des interrogations porte sur l'emploi.

La question se pose encore davantage sur la plateforme chimique de Roussillon, où l'usine Cerdia, appartenant au fonds d'investissements américain Blackstone -l'un des plus importants au monde et dont les fondateurs sont des anciens de la banque Lehman Brothers- a fermé brutalement ses portes l'année dernière, entraînant d'ailleurs une période d'incertitude pour le site.

100 emplois directs pour le chantier

En tout cas, la fermeture d'un premier atelier, celui d'acétate de cellulose, avait entraîné la perte de 123 emplois. Le second atelier, produisant de l'acide nitrique et du raney, notamment pour BASF, avait fermé ses portes au mois d'avril 2021, entraînant cette fois la suppression d'une trentaine de postes.

Autant dire que l'espoir d'un retour du paracétamol sur la plateforme chimique était dans toutes les têtes et que les salariés sur le carreau, notamment, se raccrochaient à cette idée qui devenait au fil des mois de plus en plus concrète. La bonne nouvelle, ainsi, est bien que le projet d'installation d'une nouvelle unité par Seqens va créer des emplois : une centaine d'emplois directs sur la période de construction de la nouvelle usine, sans compter les emplois indirects générés par ce type d'activité, une centaine également, selon le groupe.

L'unité permettra de créer ensuite une trentaine d'emplois pérennes sur le site, un nombre qui pourra augmenter dans les années suivantes.

D'autres investissements sur la plateforme

Il ne faut pas omettre que Seqens réalise actuellement d'autres investissements sur la plateforme avec la construction d'une nouvelle unité de production d'alcool isopropylique pour 9 millions d'euros, qui verra le jour l'année prochaine.

Pour le groupe, qui avait déjà fortement investi ces cinq dernières années sur son unité d'éther diisopropylique, solvant utilisant dans la dernière étape de la fabrication des principes actifs, les investissements se font dans la durée. Au final, c'est aussi toute la plateforme chimique qui est gagnante.

G.A.